https://www.snetap-fsu.fr/Pour-l-avenir-du-service-public-d-Education-contre-l-austerite-et-l-extreme.html

Pour l’avenir du service public d’Education, contre l’austérité et l’extrême droite, pour la justice fiscale, sociale, environnementale

Date de mise en ligne : mercredi 8 octobre 2025

- Les Dossiers - Vie fédérale -

Copyright © SNETAP-FSU - Tous droits réservés

Depuis le passage en force du président de la République sur la réforme des retraites en 2023, notre pays traverse une grave crise sociale et démocratique. La crise de confiance et même la défiance envers les institutions se nourrit également du mépris opposés aux mobilisations sociales, particulièrement dans l'Éducation nationale (« choc des savoirs », voie professionnelle, etc) mais aussi sur les questions environnementales ou encore avec les dernières non réponses apportées par l'ex-premier ministre Sébastien Lecornu à l'intersyndicale sur la question du budget 2026.

Ces politiques budgétaires, ces choix sociaux, environnementaux et éducatifs sont aussi dangereux : ils ne peuvent que nourrir le désespoir social sur lequel prospèrent les idées d'extrême droite si dangereuses pour la cohésion sociale. Nous les voyons tous les jours, avec inquiétude, s'ancrer dans notre quotidien, notamment professionnel.

Nous rappelons solennellement notre opposition aux idées d'extrême droite : par nature, xénophobe et raciste, l'extrême droite est un danger pour l'École publique, pour nos élèves, nos collègues et pour la démocratie. L'extrême droite a une vision réactionnaire et antirépublicaine de l'école. Nous poursuivrons nos mobilisations syndicales pour empêcher l'extrême droite de parvenir au gouvernement.

La rentrée dans l'Éducation nationale a confirmé la crise structurelle dans laquelle l'École publique est enlisée. L'Éducation nationale manque de tout : de personnels, de moyens budgétaires (par exemple, les HSE, les IMP, le Pass culture sont rabotés stoppant brutalement des projets engagés
parfois depuis plusieurs mois). Tous les personnels, quels que soient leurs métiers, témoignent de plus en plus fréquemment de la perte de sens de leurs métiers, la démission n'étant plus un sujet tabou. Aucune réponse satisfaisante n'avait été apportée par les derniers gouvernements.
Le futur gouvernement devra abandonner la totalité des mesures présentées cet été dans le budget d'austérité, augmenter les salaires sans contrepartie pour toutes et tous, arrêter les suppressions d'emplois prétendument légitimées par la baisse démographique, créer tous les postes nécessaires dans nos métiers, créer un statut de la fonction publique pour les AESH et créer les moyens nécessaires à la rénovation du bâti scolaire.

Alors que les résultats de l'étude TALIS viennent confirmer la perte de sens du métier, le futur gouvernement devra également rompre avec les politiques éducatives imposées aux personnels malgré leur opposition. Cela passe, entre autres, par l'abandon des réformes de tri social telles que le « choc des savoirs » et la réforme de la voie professionnelle, l'abandon du pilotage par l'évaluation, la fin du pacte enseignant. Cela suppose aussi des moyens à la hauteur des besoins pour l'inclusion.

Nos organisations FSU, UNSA Éducation, FNEC FP FO, CFDT Éducation Formation Recherche Publiques, CGT Educ'action, SUD Éducation continueront de travailler à des mobilisations en ce sens qui rassemblent largement nos professions pour refuser tout budget d'austérité, pour la justice fiscale, sociale, environnementale et pour l'avenir du service public d'Éducation.

A Paris, le 7 octobre 2025

Copyright © SNETAP-FSU